

## La richesse du loisir n'est pas de la valeur

Jean-Marie Harribey

On peut facilement imaginer que la décision de Nicolas Sarkozy de mettre en place une commission chargée de proposer de nouveaux indicateurs de richesse n'était pas exempte d'arrière-pensées. La croissance économique n'étant ni au rendez-vous ni, en soi, capable de répondre aux besoins sociaux, il fallait bien trouver un dérivatif au sentiment que la forme de richesse proposée par le capitalisme comme modèle était dépassée. Mais la déclaration de Joseph Stiglitz (*Libération*, 20 mai 2008), responsable avec Amartya Sen de cette commission, montre à quel point la discussion sur cette question est mal engagée, même lorsque ceux qui la posent sont animés des meilleures intentions.

Sous le titre « La valeur du loisir est un élément de la richesse », Joseph Stiglitz souligne à juste titre les mérites de la diminution de la durée individuelle du travail, à la fois pour permettre à tous ceux qui le désirent d'occuper un emploi et pour accroître le temps libéré de chacun. Ainsi, le véritable progrès social n'est pas de travailler plus mais de travailler moins, au fur et à mesure que la productivité du travail augmente.

Mais Joseph Stiglitz en conclut qu'il faut « intégrer dans la mesure du PIB la valeur du loisir ». Cette proposition révèle toute l'incompréhension de la science économique moderne, d'inspiration libérale néoclassique, de ce que sont la richesse et la valeur. Ce que contient le PIB – et il ne peut contenir que cela –, c'est la fraction de la richesse qui est issue de l'activité humaine ayant, par définition, une expression monétaire. Notons au passage que celle-ci comprend le produit des entreprises vendu sur le marché et celui non marchand des administrations et collectivités, dont le paiement est socialisé par le biais de l'impôt. C'est une manière de dire que le travail à l'origine des marchandises est productif de valeur économique, et que, contrairement à la doxa dominante, le travail à l'origine des services non marchands (éducation et soins notamment) l'est également.

C'est ici que commence l'impensé de toute la théorie économique dominante. En ayant récusé la distinction entre la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange », qui remonte à Aristote et qui fut au fondement de l'économie politique et de sa critique, de Smith à Marx, la théorie libérale contemporaine a circonscrit le périmètre de la richesse à celui de la valeur, pire, à celui de la seule valeur susceptible de participer à l'accumulation privée de capital. On comprend ainsi la charge récurrente contre les services non marchands accusés d'être parasites et d'être un prélèvement sur l'activité marchande. Mais, le comble est atteint lorsque la contestation du productivisme inhérent à une société à laquelle est assignée une seule finalité, faire toujours plus de profit, est devenue telle que, crise écologique et dérèglement climatique aidant, certains proposent d'attribuer une valeur monétaire à ce qui n'en a point jusqu'ici.

Par exemple, les meilleurs esprits s'imaginent que, puisque le marché ne reconnaît pas spontanément une valeur à la nature, il faut lui en donner une, en créant un marché justement. Or, la lumière solaire a une valeur d'usage – elle est donc une richesse – mais n'a pas et ne peut avoir une « valeur » au sens économique. Une ressource naturelle inexploitée, parce qu'elle serait inatteignable ou qu'elle devrait être préservée, est une richesse qui n'a pas de « valeur » économique en l'absence précisément d'exploitation. De même, le lien social est une richesse mais n'est pas susceptible de « valorisation » économique. Et le loisir dont parle Joseph Stiglitz est une richesse mais ne peut être considéré comme une « valeur » intégrable dans le PIB. Sa formule doit donc être renversée : *la richesse du loisir n'est pas de la valeur*. Dissipons un malentendu qui tient au refus de l'intuition géniale d'Aristote rappelée ci-dessus : la valeur du temps libre ne ressortit pas au registre économique, mais aux registres du

politique, de l'éthique et de l'esthétique. Elle est incommensurable avec celle des marchandises, ni même avec celle de la production non marchande. Elle est donc inintégrable dans le PIB.

La critique de l'économie politique doit donc être refondée à partir du point où elle fut délaissée par la prétendue « science économique ». Seul le travail est créateur de valeur économique ; merci aux spéculateurs de nous avoir rappelé que le capital était stérile, sinon pourquoi les bulles financières finiraient-elles toujours par éclater ? Mais la richesse qui existe au-delà du périmètre du travail productif de valeur ne mérite pas nécessairement d'y être absorbée, sous peine de devenir un nouvel enjeu pour la valorisation du capital.

Comment reconnaître alors l'importance de cet « au-delà de la valeur » qui constitue une authentique richesse dont l'« usage » peut n'avoir qu'une finalité sociale, conviviale, voire contemplative ? En rendant aux individus ce temps que le capitalisme s'est ingénié à leur voler en les faisant produire, même en dehors de toute considération de besoins, puis en les faisant consommer, à condition qu'ils aient du « pouvoir d'achat ». Ceux qui, pour les meilleures raisons du monde, croient pouvoir compléter le PIB se trompent de cible et donnent raison au proverbe « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt » (<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>).